

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Réorienter à gauche la politique du gouvernement

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 27 février 2015

---

Démocratie & Socialisme

---

« *Ni contrainte, ni coûts supplémentaires, et pas d'intrusion dans la vie des entreprises* » [1] les consignes données par le Medef au gouvernement concernant la « réforme » du dialogue social sont claires. Manuel Valls semble les accepter puisqu'il indique, par exemple, que les commissions paritaires régionales envisagées pour la représentation des salariés dans les très petites entreprises (TPE, moins de onze salariés) « *n'auront évidemment aucun droit d'ingérence* » dans les entreprises. C'est Monsieur Macron qui s'est chargé lui-même le week-end dernier [2] d'annoncer de nouveaux projets de loi inquiétants pour les droits des salariés : seuls sociaux, temps de travail, assurance-chômage... Le dogme libéral « donner plus de souplesse aux employeurs » est repris à l'envi par celui qui est responsable avec Manuel Valls de l'utilisation du peu glorieux 49-3. Ils ont ainsi fait la terrible démonstration qu'ils sont minoritaires au Parlement, car minoritaires dans la gauche et dans le pays.

## Retrait du projet de loi Macron

La loi Macron, contrairement à ce que laissent entendre de nombreux observateurs, n'est toujours pas adoptée. Elle ne reste qu'un projet de loi qui va être débattu au Sénat, puis reviendra à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi doit être retiré, c'est un enjeu déterminant des semaines à venir. La journée de grève interprofessionnelle du 9 avril est un des rendez-vous importants de cette bataille. Pas question de lâcher sur ce qui n'est que concession à l'idéologie libérale. Cette politique « ringarde » vieille de plus de 30 ans a échoué dans toute l'Europe : ce n'est pas en baissant les protections acquises par les luttes des salariés que l'on relance une économie. Ce n'est pas en jouant la carte du moins-disant social et fiscal que l'on construit une Europe du plein emploi.

## Réorienter radicalement la politique gouvernementale

La baisse de 19 100 du nombre de chômeurs de catégorie A en janvier est une bonne nouvelle. La nouvelle est nettement moins bonne, cependant, si l'on prend en compte l'ensemble des chômeurs des catégories A, B et C [3]. Leur nombre augmente de 16 000 le même mois. C'est, en fait, la précarité de l'emploi qui s'aggrave, en même temps que s'incrute le chômage de longue durée.

Rien ne sert de s'entêter à poursuivre une politique qui ne produit pas de résultat. C'est à une réorientation radicale de la politique gouvernementale qu'il faut s'attaquer. Cela sera l'enjeu majeur du congrès du Parti socialiste de juin prochain. Les rappels à la discipline ne servent à rien, les premiers « indisciplinés » étant ceux qui mènent une politique qui tourne le dos aux propositions du projet socialiste de 2011, aux engagements de la campagne de 2012, et qui jour après jour décident sans tenir compte de l'avis des socialistes, jamais consultés sur les orientations mises en oeuvre aujourd'hui.

---

[1] Pierre Gattaz président du Medef

[2] Le journal du Dimanche du 22 février

[3] Les chômeurs sans activité (catégorie A) , les personnes en recherche d'emploi ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois (catégorie B) ou plus de 78 heures (catégorie C) .